Les élections de mai 1989 ont été déclarées nulles lorsque le candidat que le général Noriega avait choisi s'est trouvé au bord de la défaite.

Vous vous souviendrez de la violence qui a éclaté dans les rues après cette annonce ainsi que le régime de terreur qui a été appliqué à l'encontre des candidats qui dans des circonstances normales, auraient été élus.

A ce moment-là, les États-Unis ont été tentés de répondre par des moyens militaires. Ils ne l'ont pas fait. Et ce, parce que des efforts avaient été déployés de diverses manières pour tenter de trouver une solution pacifique. L'un de ces projets de solution avait été lancé par l'Organisation des États américains. Il a échoué.

Il y a eu ensuite une tentative de coup d'État. Enfin, le général Noriega a déclaré que le Panama se trouvait en guerre contre les États-Unis. Cette déclaration a été suivie du meurtre d'un soldat américain - qui se trouvait au Panama en raison de droits acquis par les États-Unis à la suite de traités - et du harcèlement de sa famille.

Tel a été le contexte dans lequel l'intervention américaine a eu lieu. La démocratie avait été attaquée, rebutée. On avait tenté de trouver des solutions pacifiques; on avait échoué. Finalement, après un assassinat et la déclaration de guerre, les États-Unis ont décidé d'agir.

Les importantes leçons à tirer des événements du Panama vont bien au-delà de cet épisode. Elles sont liées aux conditions sociales et économiques qui ont empêché les démocraties de s'établir fermement. Elles sont liées à l'injustice économique et à un passé de violations des droits de la personne. Et elles sont liées à l'incapacité d'ériger des institutions régionales qui peuvent résoudre les crises ou les empêcher de se produire.

Pour le Canada - et pour les autres États de l'hémisphère - le défi consiste à rendre les interventions périmées non seulement du point de vue juridique ou pratique, mais périmées quant à leur <u>objet</u>. La seule façon de relever ce défi consiste à faire passer la démocratie et la prospérité de l'état de concept à celui d'une réalité vécue par tous les pays de la région.

La doctrine nationale qui a servi de toile de fond aux mesures prises jusqu'ici par les États-Unis en Amérique latine a été la doctrine dite de Monroe. Ses racines historiques remontent au temps où l'on voulait exclure les vieux empires européens de l'hémisphère et préserver l'avantage économique américain dans la région. Plus récemment elle a été associée à l'idée d'empêcher la pénétration communiste.